

L'Arche de Noé

Noyan Tapan

Hebdomadaire

L'ESSENTIEL

Depuis le 4 Mai 1993

#6 (807)

15 Février
2010



Prix: 1000 drams

Précision de la position



Dans son discours prononcé à Londres le président arménien Serge Sargssian a présenté en détail ses points de vue sur les problèmes du Caucase du Sud.

Voir ci-dessous

Les accords turco-arméniens soumis au Parlement arménien

Le président arménien, Serge Sarkissian, a transmis vendredi au Parlement pour ratification les accords historiques de normalisation des relations avec la Turquie signés en octobre pour mettre fin à des décennies de rapports conflictuels.

"L'administration présidentielle a déjà envoyé les protocoles au Parlement pour qu'ils soient ratifiés", a indiqué à l'AFP le porte-parole du président, Samvel Farmanian.

Le porte-parole du Parlement arménien a confirmé que l'assemblée avait reçu les protocoles et a précisé que d'ici deux jours une commission serait formée afin de les étudier.

Le président Sarkissian avait cependant prévenu mercredi à Londres que le parlement turc devait d'abord ratifier les protocoles de normalisation des relations turco-arméniennes, pour que les parlementaires arméniens puissent faire de même par la suite.

suite à la page 4

Un accord arméno-français a été signé sur la coopération de défense

Le 10 février, le ministre de Défense de la RA Seyran Ohanian a rencontré Hervé Morin, ministre de la Défense de France. Après la rencontre entre les chefs des départements de défense de deux pays, des négociations ont été tenues entre les délégations. Les côtés ont discuté des questions d'importance réciproque de la coopération militaire, ont présenté leurs points de vue sur les défis de sécurité européenne et internationale, ont évoqué les travaux réalisés dans le cadre de la coopération de défense arméno-française et les perspectives de la coopération.

Selon le communiqué du Service de presse du ministère de Défense de la RA, après les négociations, les ministres de la défense des deux Etats ont signé un accord sur la coopération de défense bilatérale arméno-française qui servirait de base juridique pour l'établissement de la coopération militaire entre les deux pays.

Le même jour Guy Teissier, président de la commission de la

défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale française, a reçu le ministre de Défense de la RA. Des réformes dans le domaine de défense y ont été discutés, des idées sur les défis de sécurité régionale ont été échangées.

Le 10 février, le ministre de Défense de la RA a également visité l'Église Saint Jean-Baptiste à Paris où il a rencontré les prêtres et les représentants des Arméniens de France. Dans son discours de bienvenue, S. Sargssian a fait cas du rôle de la religion et de l'Eglise apostolique d'Arménie dans l'affaire de l'éducation de l'esprit de combativité des militaires. S. Ohanian a déposé une gerbe au monument de Komitas.

Le même jour, par la participation de la délégation arménienne une cérémonie solennelle de la déposition des gerbes s'est tenue au complexe Mont Valérien à la mémoire des militants morts pendant la lutte de liberté et d'indépendance lors de la Deuxième Guerre Mondiale.

Serge Sargssian a l'intention d'inviter Ilham Aliev à la cérémonie de l'ouverture possible de la frontière arméno-turque

Des extraits du discours du président arménien Serge Sargssian, prononcé à l'Institut Royal des Affaires Internationales à Londres (Chatham House) le 10 février 2010, y sont présentés.

... L'Arménie croit fermement aux valeurs de liberté, de paix et de coopération. Nous croyons que seulement la coopération et le dialogue régionaux pourront rendre possible notre objectif général, la formation d'une région pacifique et stable. En réalité le Caucase du Sud est l'une des régions où il existe des divisions qui semblent insurmontables, où la carte politique reconnue internationalement des Etats se diffère de la réalité, où la stabilité délicate est extrêmement vulnérable, le rétablissement de la paix exige d'efforts énormes.

... L'histoire contemporaine de l'Europe est une histoire à surmonter les contradictions. L'Arménie s'est toujours présentée juste de ces positions. Notre politique est dirigée vers cela. Nous sommes prêts à nous avancer par la voie de la solution du problème du Haut-

Karabagh, importante pour le peuple arménien, un problème qui a apporté un grand douleur et des pertes à mon peuple.

Nous avons été témoins des épurations ethniques les plus brutales et de la politique d'expulsion.



Serge Sargssian avec la reine Elisabeth II

Le peuple du Haut-Karabagh était réduit à défendre au prix de sang le droit de vivre librement, pendant la guerre forcée à lui. Nous devons trouver des solutions, la réalisation desquelles n'aboutira pas à de nouvelles expulsions et épurations ethniques. Nous devons prendre conscience que le peuple

de Karabagh trouve qu'il a déjà pu rétablir d'une part la justice historique altérée pendant le pouvoir despotique stalinien, d'autre part, d'assurer des conditions minimales nécessaires pour son existence physique. C'est par cette conscience que nous continuons les négociations avec l'Azerbaïdjan ...

La réalité est que le Karabagh n'a jamais fait partie de l'Azerbaïdjan indépendante. Il a fait partie de l'Azerbaïdjan par la décision de l'organe politique de l'Union soviétique. La séance du Bureau du Caucase, négligeant la décision de la Ligue des nations et rejetant le référendum populaire, en tant que mécanisme populaire de la décision des frontières entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, en 1921...

Je veux résumer cet extrait de mon discours et répéter : Le Haut-Karabagh n'a jamais fait partie de l'Azerbaïdjan indépendante, il a fait partie de l'Azerbaïdjan par la décision de l'organe politique de l'Union soviétique auquel le peuple du Karabagh ne s'est jamais

suite à la page 2

Serge Sargssian a l'intention d'inviter Ilham Aliev à la cérémonie de l'ouverture possible de la frontière arméno-turque

Début à la page 1

soumis et à la première occasion il est sorti de l'URSS par la voie légale.

Le problème a plusieurs côtés délicats et sensibles. ... Le problème a une solution seulement dans le contexte du droit international, de l'autodétermination, de l'intégrité territoriale et des principes de la non-utilisation de la force. Cela est déjà reconnu par les parties chargées de cette question. Et ce n'est pas la peine de donner une tonalité à la notion "intégrité territoriale"....

Je pose une question rhétorique à ceux qui se considèrent comme activistes de l'intégrité territoriale. Où étiez-vous quand des frontières se changeaient pendant l'effondrement de l'Union Soviétique, où étiez-vous quand la Yougoslavie se divisait ? Qu'en pensez-vous, que l'Azerbaïdjan pourrait sortir de l'URSS, et le Haut-Karabagh ne le pouvait pas ? Pourquoi pensez-vous que les grandes puissances peuvent se diviser, les petites doivent demeurer ? Quelle en est la base, l'instabilité ? Je ne trouve pas, je ne l'accepte pas : la plus grande base de l'instabilité sont les décisions injustes.

L'Azerbaïdjan a épuisé les ressources de la confiance envers elle de l'existence des minorités au statut autonome. Elle n'a pas été et actuellement aussi n'est pas en état de donner des garanties même de sécurité interne à une telle autonomie. Une autre autonomie également entrainé dans l'Azerbaïdjan, Nakhidjevan, qu'est-ce qui s'est passé, même un Arménien n'y est resté ? Peut-on prendre comme base ces garanties ? Dirait-on que l'Azerbaïdjan d'autrefois était autre, actuelle autre ? Dans la circonstance de cette "autre" Azerbaïdjan pendant 18 ans dans le même Nakhidjevan ont été détruit plus de monuments arméniens, chrétiens que pendant

les 70 ans précédents. Et les organisations internationales défendant le patrimoine culturel ne sont arrivées à rien faire, leur Azerbaïdjan a interdit de visiter et de voir même les monuments arméniens détruits et les conséquences du vandalisme réalisé.

En même temps la course aux armements continue au Caucase du Sud. Cette course est très dangereuse, dangereuse pour tous les peuples du Caucase du Sud, pour l'Europe et les Etats ayant des intérêts dans la région, pour les corporations ayant fait des investissements au Caucase, pour tous. L'Azerbaïdjan ayant dépassé toutes les limites permises pour les armements ordinaires, ne mérite actuellement aucune appréciation sérieuse. Et les armes que l'Azerbaïdjan accumule aujourd'hui, même si elle ne les utilise pas pendant la guerre, donc, néanmoins, elle l'utilisera quelque part d'autre. La question est où et quand ? Quand les Etats avancés dépensent des sommes pour acheter du pétrole, je ne crois pas que pour ces pays soit égal où leurs sommes sont-ils dépensés ?

L'Arménie et le Karabagh n'ont jamais commencé de guerre et ne le commenceront pas. ... Cependant, nous prenons conscience que nous devons être prêts pour le cas de la guerre que les autres la souhaitent. Et nous ne pouvons pas faire semblant de ne pas voir les menaces militaires venant du pays voisin, quand même le message du Nouvel an du président du pays adressé à son peuple ne se distingue pas à peu près du comportement du chef de groupe qui pousse vers la bataille.

... La moquerie est arrivée à ce que la propagande azérie partout et sans cesse essaye d'étiqueter le Karabagh comme agresseur, des gens qui ont été obligés de prendre une arme pour ne pas être exterminés. Une telle mode d'action rap-

pelle le proverbe français : " Cet animal est très méchant, quand on l'attaque, il se défend ". ...

Ce n'est point fortuit que l'organisation célèbre " Freedom House " classe la République du Haut-Karabagh parmi les pays à la démocratie partiellement libre dans son rapport " La liberté dans le monde entier ", bien que l'Azerbaïdjan se considère non-libre selon le même classement. Comme on dit les commentaires sont inutiles...

... Notre conviction est que le règlement du conflit du Karabagh doit se baser sur les droits de l'homme et la volonté du peuple du Karabagh. C'est en ce cas seulement la solution pourra être continue, réalisable et pacifique. L'alternative d'une telle question est le retour forcé du peuple du Karabagh à l'Azerbaïdjan, ce qui aboutira inévitablement à la déarménisation. Comme on dit, le troisième n'est pas donné. Surtout quand pendant ces 20 dernières années la partie écrasante de la population du HK est qualifiée par l'Azerbaïdjan comme "criminelle". Donc, compte tenu des conséquences d'une telle alternative, nous excluons les concessions dans la question du Karabagh sous toute pression qui mettraient en danger l'existence physique et la sécurité, le droit de vivre du peuple d'Artsakh.

... Nous (l'Arménie et la Turquie), nous nous sommes certes approchés d'un point où il y a la possibilité d'atteindre un changement sérieux de la situation actuelle. C'est la voie de la coopération du conditionnement des relations bilatérales aux questions des tiers pays, sans conditions préalables. A ce moment nous avons des protocoles signés sur l'établissement des relations diplomatiques et le développement des relations bilatérales entre l'Arménie et la Turquie qui s'attendent à la ratification des par-

lements des deux pays.

Le processus de la ratification en Arménie se déroule par l'ordre établi et sans ajournements déplacés... Juste après cette rencontre de " Chatham House " je m'appête à instruire mes travailleurs d'envoyer les protocoles signés entre l'Arménie et la Turquie à l'Assemblée nationale pour commencer le processus de la ratification.

Aujourd'hui, de cette tribune autoritaire je réaffirme mon dévouement successif de la République d'Arménie à ce processus.

... Les hauts fonctionnaires turcs parlent continuellement de l'indépendance politique de leur parlement, de l'imprévisibilité de sa décision. Cependant, ils doivent également rappeler qu'en la personne d'Arménie, ils ont affaire à un pays qui, sur sa voie de succession, ne s'est pas arrêté même devant le fait de perdre l'un des exécuteurs importants de la coalition dominante. Je me suis assuré que le président Gul et le premier ministre Erdogan trouveront une assistance suffisante parmi les partisans formant une majorité au parlement turc.

Nous sommes sûrs que le règlement des relations Arménie-Turquie pourra devenir le plus grand investissement des dernières décennies dans l'affaire de l'établissement de paix et de stabilité au Caucase du Sud. ... Cependant, si nos soupçons se confirment, que l'objectif de la Turquie est l'ajournement et non pas la normalisation des relations, donc nous serons forcés d'arrêter ce processus.

... La normalisation rapide des relations entre l'Arménie et la Turquie pourra donner des émotions positives et servir de guide au processus du règlement du Karabagh.

De plus, je m'appête à inviter

le président Aliev à la cérémonie de l'ouverture possible de la frontière arméno-turque. Selon moi, cela pourra servir d'un événement très important et exemplaire pour la région qui montrera apparemment comment les problèmes devraient être résolus, pour que chaque conflit, même les plus endurcis, aient une voie de solution, et cette voie sont seulement les négociations et le pouvoir de voir la réalité avec les yeux ouverts.

... Nous, les Arméniens, en tant qu'un peuple survécu un génocide, nous avons une obligation morale devant l'humanité et l'histoire dans la question de la prévention des génocides. Nous avons fait et nous ferons notre meilleur afin d'assister à la commémoration continue de la convention du génocide et à sa mise en oeuvre successive. Le génocide ne peut pas toucher un seul peuple car c'est un crime envers toute l'humanité.

... Les Britanniques se sont mis au courant du Génocide arménien des ouvrages et déclarations de James Brice, Arnold Toynbee, William Gladstone et Lloyd George.

... C'était avec la collaboration de Grande Bretagne, de Russie et de France qu'en mai 1915 une déclaration commune a été adoptée où les violences et massacres commis envers les Arméniens ont été qualifiés comme " crime envers l'humanité et la civilisation ".

... Actuellement l'Arménie se présente au monde en tant qu'un associé stable, prévoyant et intentionné dont les approches sont perçues et appréciées. ... Nous croyons à notre avenir, nous croyons qu'avec la stabilité et la prospérité, la paix et notre bien-être, nous resterons l'un des pays les plus intéressants du monde dans le 21e siècle aussi.

Artsvik Minassian : " Ce projet ne peut pas ne pas avoir de contexte politique "

Par Tor

Lors de ces quatre jours le gouvernement avait présenté à l'Assemblée Nationale un paquet législatif qui proposait d'augmenter les impôts locaux. Mais ce paquet du gouvernement a donné lieu à de vives discussions non seulement de la part des forces d'opposition, mais aussi des forces politiques présentant la coalition.

On propose 10 types d'impôt dont deux, l'impôt foncier et la taxe foncière, fonctionnent comme des pouvoirs de l'Etat, accordés aux communautés. Le projet propose qu'ils deviennent un pouvoir obligatoire de la communauté, et outre cela on ajoute encore 8 types d'impôt, qui selon l'adjoint au président de la commission permanente aux questions financières, de crédit et budgétaires de l'AN Artsvik Minassian, sont seulement présentés par les titres. Il a indiqué que les objections de la FRA résultaient des directions essentielles suivantes : économique, motif social et des conséquences, utilisation correcte des ressources de la population dans le contexte du développement régulier territorial et finalement direction politique.

- Selon notre conviction pro-

fonde, la forme de ce projet ne peut pas ne pas avoir un contexte politique. En tout cas, à la base de tout ce qui est présenté superficiellement, seront justifiées nos argumentations selon lesquelles cette politique fiscale ramènera à l'acquisition de la possibilité de la nouvelle répartition de la propriété, d'autre part renforcera les positions



des dirigeants de la communauté, affaiblira les consciencieux etc., a dit Artsvik Minassian.

Il a indiqué que le projet ne pouvait résister à aucune critique sur le plan juridique. Selon lui, par ce projet le gouvernement effectue sa démarche de suite non élaboré et non analysé à fond. La FRA réclame que ce programme soit discuté sérieusement au niveau de la conception.

Par exemple, Artsvik Minassian a indiqué la notion "impôt de vente" qui n'a pas d'explication. L'impôt de l'immobilier ou bien d'une construction non achevée ne doit pas être perçu, car là, il n'y a pas d'activité, mais on encaisse une somme. L'impôt des terres non cultivées de signification agricole est aussi bizarre pour A. Minassian parce qu'il est compréhensible que les riches n'ont pas le problème de cultiver leurs terres. En ce qui concerne l'impôt de l'occupation des territoires publics, A. Minassian a révélé qu'il ne fallait pas chercher de coupables si on liait ce type d'impôt à un contexte politique, car il n'y avait pas d'explication non plus à ce sujet. Selon lui, le dernier impôt peut être perçu en particulier en cas de la tenue des réunions ou bien des meetings et peut être tellement haut qui mènera à la non réalisation des droits de la CC des citoyens.

- Il y a des bases pour de telles suppositions. Ce n'est pas par hasard, bien que le gouvernement accepte l'exhortation de l'AN et ajourne de 15 jours les discussions, cependant je crois que ces 15 jours ne seraient pas suffisants, et ce paquet a besoin d'être révisé, a souligné A. Minassian.

On demandera, qui a tué ?

La conférence internationale intitulée " Justice, Nouveaux défis " consacrée aux droits de l'homme se tiendra en Arménie du 6 au 8 avril. Elle est organisée sur l'initiative de la Fédération internationale des Ligues des Droits de l'Homme (Paris). Des délégations venues de plus de 300 pays, ainsi que de hauts fonctionnaires représentant les structures européennes participeront à la conférence.

Pendant ces jours la délégation de la Fédération internationale des Ligues des Droits de l'Homme (FIDH) est en Arménie, le président Souer Bélasen en tête.

Dans son interview accordée à hra.am, Suer Belassen a dit que la mise en oeuvre de la justice en Arménie continuait de rester comme un problème principal. Outre cela : " Le problème numéro un en Arménie et dans d'autres pays contre laquelle on lutte, est l'impunité. Pour nous il est un problème important ce comment le citoyen peut mériter la juste attitude par la cour. Et finalement, la cour équitable est notre objectif final ce qui inclut un service d'avocat, jugement assurance de l'égalité des côtés etc.

Après le 1er mars, la situation en Arménie, liée aux entraves de la libre tenue des rassemblement de

masse et aux événements de l'emprisonnement des personnes, certes, est préoccupante. Il faut essayer de rétablir la situation visant à la libre expression qu'était avant le 1er mars, et la situation s'améliorera incomparablement dans ce sens.

De nouveau on doit évoquer les événements du 1er mars.

En ce cas aussi on a affaire à la non-réalisation de la justice. Dix personnes sont morts, cependant tous sont au courant que personne n'est arrêté avec l'affaire de leur assassinat. On parlera également du destin de dix personnes emprisonnées à la suite des événements du 1er mars qui n'ont pas commis de graves crimes, cependant elles sont actuellement emprisonnées, l'une d'eux est Nikol Pachinian qui a été condamné à 7 ans de prison.

Dans deux mois environ sera lancée la conférence internationale, et il résulte des intérêts des autorités arméniennes de faire tout changement positif dans le système de la justice. Tout en se préparant à la conférence, on surveille également sur la situation de la justice en Arménie et on discute divers mécanismes ", a-t-il dit.

Une invitation de la participation à la conférence a été également envoyée à Serge Sargssian.

Achal Malhotra, ambassadeur indien: " Une excellente compréhension mutuelle existe entre l'Inde et l'Arménie "

La plus grande démocratie du monde a célébré le 61e Jour de la République

Par Gourguen Khajakian

- Excellence, pourriez-vous nous expliquer brièvement l'importance du Jour de la République de l'Inde ?

- Le Jour de la République est l'un des jours les plus importants dans les annales de l'histoire indienne. L'indépendance de l'Inde émancipée de la domination britannique a eu lieu le 15 août 1947, mais ce n'est que le 26 janvier 1950 qu'elle est devenue un pays vraiment libre - libre de tracer sa route, sa propre voie. Jusque-là, le chef de l'État était encore la Couronne britannique représentée

ont été dirigés vers le développement de manière à assurer une croissance inclusive et de faire partager le bénéfice du développement aux parties les plus reculées de l'Inde. Globalement, l'Inde a participé et a apporté des contributions positives à l'ONU, aux réunions du G-20 etc. Les autres défis importants mondiaux que l'Inde a relevés incluent le terrorisme international et les changements climatiques.

- La crise financière et économique mondiale a eu un impact négatif sur certains pays partout dans le monde. Comment

dans le domaine alimentaire est le résultat d'une série de mesures, comprenant les programmes "Du Labo à la Terre", la "Révolution verte" et la "Révolution blanche" qui ont contribué à étendre les zones irriguées et à améliorer la productivité et la qualité de la production agricole. Il est vrai que l'Inde est actuellement confrontée à une forte inflation dans le secteur alimentaire. Ce n'est toutefois pas la première fois que l'Inde fait face à des taux élevés d'inflation des denrées alimentaires. Il y eu un phénomène analogue en 1998. Les prix des aliments sont soumis à des flambées cycliques des prix. L'inflation alimentaire a commencé à augmenter en 2008, reflétant la forte hausse des prix mondiaux des céréales. Cette hausse s'est encore accélérée en 2009 en raison d'une mauvaise mousson, la pire depuis 1972, entraînant une grave sécheresse dans plusieurs parties de l'Inde. Le gouvernement a pris de nombreuses mesures efficaces : le renforcement du système public de distribution, des produits alimentaires subventionnés pour les tranches les plus pauvres de la société, une augmentation des subventions sur les semences, l'augmentation du soutien financier aux agriculteurs, l'importation de produits alimentaires dont les prix étaient sous pression, et l'interdiction de l'exportation de ces articles. En conséquence, il a été possible de contenir la baisse de la production de céréales alimentaires dans une large mesure. Heureusement, nous avons les stocks suffisants de riz et de blé dans le Réservoir Central pour préserver notre sécurité alimentaire.

- Comment voyez-vous les relations Inde-Arménie d'ici 3-5 ans ?

- Je suis persuadé que dans les quelques années à venir, il sera possible de renforcer encore l'excellente relation existante à de divers niveaux grâce à la poursuite du dialogue au plan politique, ainsi que par les mécanismes institutionnels mis en place, tels que la Commission intergouvernementale. Je suis également persuadé que les deux pays seront en



Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République d'Inde remettant ses lettres de créance au président de la RA Serge Sargsian

par ce qu'on appelait alors la Loge du vice-roi par un gouverneur général. Tout cela a changé le 26 janvier 1950. Non seulement l'Inde est sortie de la tutelle de la Couronne pour devenir une république, mais elle a également adopté une Constitution qui a pour la première fois codifié les droits et devoirs des citoyens ainsi que la manière dont le gouvernement les protégerait et dirigerait le pays. Depuis lors, le 26 janvier est l'occasion pour l'Inde de se rappeler le jour où elle a abandonné les derniers vestiges du colonialisme et a adopté la Constitution qui a jeté le cadre de la République "souveraine, socialiste, laïque, démocratique" qu'elle est aujourd'hui.

- L'Inde est considérée de plus en plus comme étant l'une des économies de premier plan et un acteur international important. Quels ont été les principaux engagements de l'Inde en 2009 ?

- La contrainte de l'espace ne me permet pas de m'attarder longuement. Très brièvement, sur le front de la politique intérieure, l'Inde a élu un nouveau Parlement en mai 2009. L'Inde, comme vous le savez, est la plus grande démocratie au monde. Les élections parlementaires représentent un exercice d'envergure, étalées sur plusieurs jours, pour lesquelles plus de 700 millions d'électeurs ont voté pour élire les 543 membres du Parlement. Sauf pour des cas isolés, les élections ont été pacifiques, ce qui démontre la solidité des institutions démocratiques de l'Inde. Sur le front économique, l'année 2009 a été dominée par le souci de protéger notre économie contre les effets néfastes du ralentissement économique mondial et d'arrêter l'inflation des prix des denrées alimentaires. En outre, des efforts

L'Inde a-t-elle vécu cela ?

- L'Inde est une partie du village planétaire. Elle ne pouvait donc rester totalement à l'abri de la crise financière apparue aux Etats-Unis, puis devenue un phénomène mondial. La réduction de la demande a eu un impact négatif sur les exportations ; il y a eu également des cas de fuites de capitaux. Le gouvernement a agi rapidement et l'Inde a bien fait sur ce point. Au moment où les pays industrialisés connaissent une forte baisse de la production et de l'emploi, l'Inde a connu seulement une modeste décélération ; le taux de croissance de l'économie indienne la première année de la crise économique mondiale 2008-09 était de 6,7 %. Pour l'année financière actuelle (avril 2009-mars 2010), le taux de croissance de l'économie est susceptible d'atteindre 7,5 %. L'Inde a également été en mesure de protéger dans une large mesure le caractère inclusif du processus de croissance. Un secteur bancaire solide, une gestion financière prudente et des mesures correctives intervenues en temps opportun sont quelques-uns des secrets de la résilience de l'économie indienne alors qu'une grande partie du monde développé subit l'impact de la crise.

- Quand l'Inde a accédé à l'indépendance en 1947, elle était fortement dépendante des autres pour ses besoins alimentaires. Depuis lors, la population de l'Inde s'est multipliée et l'Inde n'est pas seulement devenue autonome pour ses besoins alimentaires, mais a parfois exporté également des produits alimentaires. Cependant, l'Inde est confrontée à une forte inflation des prix alimentaires. Comment expliquez-vous ce phénomène ?

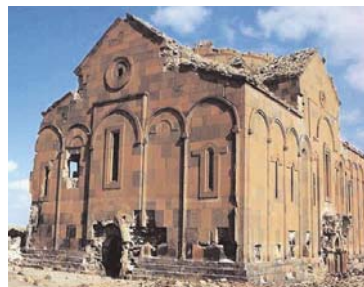
- L'auto-suffisance de l'Inde



Episode de la parade du Jour de la République

mesure de donner plus de substance et de contenu aux relations bilatérales en faisant bénéficier l'autre de ses compétences dans

"Ani-Tour"



L'Agence de Voyage organise des tours de 7 à 9 jours en Arménie historique

Pour information, contactez (091) 203-206 ou (094) 203-206, écrivez-nous par info@anitour.org ou bien visitez-nous à Erévan, rue Isahakian 28, chambre No 20

Ne manquez pas cette opportunité exclusive et réalisez vos rêves.

Aucun Français n'est seul à l'étranger



Inscrivez-vous à l'Union des Français d'ARMÉNIE!
Votez pour nos sénateurs!
Nombreux avantages-conseils, assurances maladie!

BP 7 - EREVAN 0010
Email: contact@ufe-am.com
Tél: 091 512606 - 093 630621
www.ufe-am.com

A PARIS

A LOUER
QUARTIER CHAMPS-ELYSEES
STUDIOS MEUBLES

Location par mois

écrire YEZEGUELIAN - 34 avenue des
Champs-Élysées - Paris 75008
mail: Gerancia34@wanadoo.fr
Tel.: 00-331-43596519



certain domaines. A titre indicatif, le Centre Indo-Arménien d'excellence en technologies de l'information et de la communication devrait être en place à Erevan avant la fin de l'année 2010 ; nous avons obtenu certaines variétés d'abricots arméniens pour en cultiver en Inde sur une base expé-

peu.

-Votre Excellence, souhaitez-vous nous parler de votre famille, vos passions, loisirs; vous parlez couramment le russe donc, probablement que votre prochaine langue sera l'arménien ?

- Je suis un diplomate de carrière et un membre du service diplomatique indien. Avant mon arrivée à Erevan, j'ai eu l'occasion de servir dans les diverses régions, comme l'ex-URSS, Europe occidentale et centrale et l'Asie du sud et du Sud-Est. J'aime lire, voyager, la photographie et le golf. La connaissance des langues est un atout ; si le temps et l'énergie le permettent, j'aimerais apprendre la langue arménienne ; après tout, il n'y a rien de tel que de parler aux autochtones dans leur propre langue. En tant que femme de diplomate, mon épouse Anita s'est vue confier l'une des tâches les plus difficiles, à savoir gérer une maison et faire preuve d'hospitalité. Notre seul enfant, un garçon récemment diplômé de London School of Economics, envisage de poursuivre ses études.

Traduction de l'anglais par
Mme Dany Kalfaian et
M Richard Woodall (Paris,
dkalfaian@wanadoo.fr;
rwoodall@wanadoo.fr)

L'Institut du Caucase a publié une étude sur les relations arméno-turques

Par *Sousanna Petrossian*

La présentation du livre "Pragmatisme de la politique à travers les réalités des restrictions historiques : analysant le processus arméno-turc", consacré aux relations arméno-turques, s'est tenue le 9 février à l'Institut du Caucase. Le dynamisme des relations arméno-turques de 1991 à 2009, jusqu'à la signature des protocoles sur la normalisation en octobre 2009. Dans le contexte du processus de la normalisation des relations arméno-turques les auteurs ont présenté des facteurs comme le Génocide des Arméniens dans l'Empire Ottoman, les tentatives de la Turquie de jouer un nouveau rôle dans la région etc. Les auteurs abordent également le sujet de la perspective de la ratification des protocoles arméno-turcs.

Selon Ruben Safrastian, turcologue, professeur, directeur de l'Institut des Etudes Orientales de l'Académie Nationale des Sciences de la République d'Arménie, le livre est utile non seulement pour la communauté experte et pour les diplomates, mais aussi pour tout

ceux qui tentent de comprendre la logique du procès de la normalisation des relations arméno-turques. Selon lui, le livre sera d'une grande importance scientifico-pratique et scientifico-politique.

Safrastian a été d'accord avec les auteurs du livre dans ce que la Turquie se libère graduellement dans la politique étrangère du rattachement aux problèmes de l'Azerbaïdjan et commence à suivre de plus les intérêts nationaux : "Le processus de la normalisation des relations arméno-turques a amené déjà à l'apparition des fissures dans les relations turco-azéries, ce qui sera très difficile à surmonter", a-t-il déclaré. Quant au rôle du facteur du Génocide, donc, selon Safrastian, le facteur du Génocide a toujours été, est fait pression sur le processus des négociations arméno-turques".

Quant à ce qui se passe aujourd'hui dans l'Etat et société turc, le professeur Safrastian a déclaré que l'arrivée au pouvoir des islamistes et leur politique ne plaisait pas certes aux militaires turcs. "Cependant l'armée ne peut pas se

comporter déjà de manière qu'aux années 80. Pourquoi ? Premièrement, l'armée est hétérogène : il y a déjà des officiers qui partagent les regards islamistes. Et deuxièmement, dans la société turque il y a eu des changements et on n'est pas forcé à compter sur la révolution militaire car il y a beaucoup de personnes contrariantes et la révolution militaire peut apporter de grandes victimes. C'est pour cela les militaires ne vont pas vers la révolution, craignant qu'il y ait de victimes parmi la population", a-t-il dit.

Un des auteurs du livre, sous-directeur de l'Institut du Caucase Sergueï Minassian a déclaré que le processus arméno-turc était l'unique dans l'espace post-soviétique où les positions des États-Unis, l'UE et la Russie se croisaient. "C'est une situation unique et même fantastique", a-t-il dit. Quant à l'influence de la Turquie sur le processus du règlement du conflit du Haut-Karabakh, Sergueï Minassian a dit : "La rhétorique d'Ankara a une influence très limitée sur le processus du règle-

ment".

Une attention particulière a été accordée à la question de la position des États-Unis et de la Russie dans le processus de la normalisation des relations arméno-turques. Selon Alexandre Iskandaryan, le rôle des États-Unis est extraordinairement important. "Aujourd'hui on peut voir les preuves directes de la pression que les États-Unis exercent sur la Turquie. Je dois dire en général qu'un principal rôle dans l'affaire de l'inclusion de la question sur les relations arméno-turques dans la politique internationale appartient aux États-Unis. La politique de la Russie n'est pas si forte que celle des États-Unis. Mais, si la Russie était contre le processus, il ne s'avancerait pas. Le rôle de la Russie est considérable et augmente actuellement sous la lumière du développement des contacts avec la Turquie", a déclaré A.Iskandaryan. Selon lui, le processus s'est activé notamment grâce à l'influence "des Grands Maîtres du Monde".

La signature des protocoles

arméno-turcs " Sur l'établissement des relations diplomatiques entre la République d'Arménie et la République de Turquie " et " Sur le développement des relations bilatérales entre la République d'Arménie et la République de Turquie " s'est tenue à Zurich le 10 octobre. Les documents ont été signés par les chefs du ministère des Affaires étrangères d'Arménie et de Turquie Edouard Nalbandyan et Ahmed Davutoglu. Le secrétaire d'État américain Hillary Clinton, les chefs des ministères des Affaires étrangères de Russie et de France Sergueï Lavrov et Bernard Kuchner, ainsi que le secrétaire général du Conseil de l'Union Européenne Javier Solana ont assisté à la cérémonie de la signature. La cérémonie de la signature était l'objet de l'attention de la société mondiale, elle était retransmise par 70 chaînes de télévision.

Le parlement turc a commencé l'examen des protocoles arméno-turcs le 21 octobre. En Arménie la Cour constitutionnelle a pris le 12 janvier la décision en conformité avec la Loi fondamentale du pays.

Gagik Haroutiunian : "Tôt ou tard la reconnaissance du Génocide arménien par les Etats-Unis est inévitable"

Par *Sona Machourian*

Les leviers n'augmentent pas au moyen du processus de la normalisation des relations arméno-turques, pour influencer dans l'affaire du règlement du conflit du Haut-Karabagh, ainsi qu'ils n'incitaient pas l'Azerbaïdjan de recommencer les hostilités, a indiqué Gagik Haroutiunian, directeur de la fondation " Noravank ", lors de sa rencontre du 8 février avec les journalistes.

Selon lui, il ne faut jamais exclure la possibilité de la guerre. Cependant, du point de vue d'expertise sa possibilité n'est pas grande non seulement pour la raison que les interprètes importants extérieurs ne s'en intéressent pas, mais premièrement, en raison de la combativité de l'armée arménienne. Dans la circonstance de l'engagement dans les processus politiques du Caucase du Sud la possibilité de l'intervention de la Turquie augmentera à titre stratégique, cependant, en même

temps, d'autre part le côté arménien renforce la position neutre de la Turquie dans le problème du Karabagh. Il a précisé que pendant les années du conflit du Haut-



Karabagh la Turquie avait été de facto un côté combattant, accordant des mercenaires et une consultation stratégique élevée. " On va éliminer en quelque sorte cette position ", a dit G. Haroutiunian.

Tout en commentant la déclaration du ministre des Affaires étrangères de la Turquie Davutoglu sur la fondation d'une telle Union

Eurasienne de l'Union européenne, G. Haroutiunian a dit : " Si dans le temps l'ottomanisme a abouti à la destruction de l'Empire ottoman, et cela pendant la Première guerre mondiale, donc, je crois que les succès vertigineux chez la Turquie dans le contexte de néo-ottomanisme pourra faire fiasco, et cela est un aventurisme ".

Le directeur de la fondation " Noravank " trouve que si même cette année les États-Unis ne reconnaissent pas officiellement le Génocide arménien, donc un jour cette question sera sérieusement soulevé dans le Sénat et Congrès américain et obtiendra une solution positive. " La reconnaissance du génocide est inévitable du point de vue de la guérison des relations internationales ", a souligné G. Haroutiunian. Selon lui, le processus commencé aux États Unis, la discussion du problème du génocide est encore un signe à la Turquie pour qu'elle active de plus ses actions dans les relations arméno-turques.

Les accords turco-arméniens soumis au Parlement arménien

Début à la page 1

Le parlement arménien "votera (la ratification) des protocoles si le parlement turc donne son feu vert", avait-il déclaré devant les membres du centre de recherches en relations internationales Chatham House.

La Turquie et l'Arménie ont signé en octobre 2009 deux protocoles historiques prévoyant l'établissement de relations diplomatiques et la réouverture de leur frontière commune, qui doivent

encore être ratifiés par leurs parlements.

Depuis la signature de ces documents, des désaccords sont cependant apparus notamment sur la question des massacres et déportations d'Arméniens pendant les dernières années de l'empire ottoman, de 1915 à 1917, que Erevan qualifie de génocide, un terme rejeté par Ankara.

La Turquie a fermé sa frontière avec l'Arménie en 1993, en solidarité avec son voisin et allié azer-

baïdjanais, après la prise de contrôle par l'Arménie du Nagorny-Karabakh, région de l'Azerbaïdjan peuplée majoritairement d'Arméniens.

Ankara juge par ailleurs qu'un compromis sur le dossier du Nagorny-Karabakh était nécessaire avant que la Turquie ne ratifie les accords avec l'Arménie, une condition inacceptable pour Erevan.

©AFP / 12 février 2010 15h3

Un avenir incertain

Début dans le numéro précédent

L'interview de Haroutiun Khatchatrian, rédacteur en chef de l'hébd Noyan Tapan L'Essentiel accordée à Nouvelles d'Arménie Magazine.

Nouvelles d'Arménie Magazine : Quelle est la part d'investissements étrangers dans le pays ?

Haroutiun Khatchatrian : Les investissements étrangers en Arménie forment entre 10 et 20 % du produit intérieur brut (PIB), ce qui est assez faible. En 2008, les investissements étrangers ont représenté en valeur environ 1.9 milliard de dollars alors que le PIB, lui, se montrait à 11,9 milliards de dollars. La plus grande part de l'investissement étranger est venue de Russie et s'est tournée vers le secteur de l'énergie, de la télécommunication et de la construction des routes. Les autres secteurs de l'économie ont attiré 15% des investissements étrangers.

NAM : Pourquoi, alors que l'on parle de croissance économique, les salaires restent-ils peu élevés ?

H. K. : En fait, les salaires ont bien augmenté lorsque l'économie elle-même a enregistré un bon développement. Dans la période qui va de 2000 à 2008, le salaire moyen en Arménie a triplé, passant de 30 000 drams par mois à environ 90 000 drams. Par ailleurs, le dram arménien s'est apprécié dans la même période par rapport au dollar, puisque l'on est passé de 560 drams pour 1 dollar à 330 drams pour 1 dollar. Bien sûr, les salaires restent bas comparés aux pays développés, mais l'Arménie reste un pays émergent.

NAM : Quelles mesures restet-il à prendre pour s'attaquer réellement à la réduction de la pauvreté et à l'augmentation des revenus pour le plus grand nombre d'Arméniens ?

H. K. : La réponse la plus brève serait la suivante : développer l'économie et enrichir ainsi le pays. En ce qui concerne le fait de

réduire réellement la pauvreté, on peut rappeler que dans les années 90,55 % des foyers arméniens étaient sous le seuil de pauvreté, chiffres ramenés à 25 % en 2007. Ce qui signifie qu'en l'espace de 10 ans, en raison de la croissance économique, un quart de la population arménienne a quitté cette catégorie "pauvre" vers celle de "non pauvre" - ces catégories étant ici définies par rapport aux normes locales arméniennes qui sont différentes des standards internationaux et notamment européens - le critère habituellement retenu est le suivant, des revenus inférieurs à 35 000 drams par mois classe dans la catégorie pauvre. La crise économique mondiale qui a débuté l'an dernier a inversé ce processus, puisque le chiffre des pauvres est remonté à 28 % de la population (chiffres officiels de la Banque Mondiale). Là encore, on peut dire qu'une chose - la réduction de la pauvreté passe bien évidemment par le développement économique général du pays. Et la normalisation des relations avec la Turquie devrait, comme dit plus haut, y contribuer.

NAM : Est-ce qu'un réel système de sécurité sociale, permettant aux plus pauvres un accès au système de santé, va être mis en place ?

H. K. : Le secteur de la sécurité sociale arménienne absorbe à l'heure actuelle 27 % du budget national, ce qui n'est pas peu surtout quand on sait que la part du budget consacrée à la défense est, elle, de 16 %. Ce chiffre signifie qu'environ un tiers de la population du pays bénéficie de cette ouverture. L) encore, pour l'amélioration de ce taux, nous n'avons pas qu'une seule solution, développer l'économie et accroître la richesse du pays. Et pour ce faire, il faut en premier lieu faciliter tout ce qui touche l'organisation des entreprises, quelles qu'elles soient, et créer des conditions d'installation et de gestion d'entreprises égales pour tous.

Propos recueillis par Laurence Ritter

Noah's Ark
Noyan Tapan
L'ESSENTIEL
Hebdomadaire
Depuis le 4 Mai 1993, Erevan, Arménie

Directeur Général: Tigran Haroutiunian
Rédacteur en chef: Haroutiun Khachatrian
Traductrice: Nona Petrossian
Directeur de Publication: Marina Haroutiunyan
Mise en Forme: Hayk Hovhannissian

Editeur: Noyan Tapan S.A.R.L.
N°28 Rue Isahakian, Erevan, 0009
République d'Arménie
Date et N° de Régistre:
15.12.1995; 273.110.00512
Tirage: 1000 copies
Tel:(37410) 56-59-65, Fax:(37410) 52-43-18
E-mail: contact@nt.am
URL: www.nt.am

L'édition Française de Noyan Tapan L'essentiel est sponsorisée par Mr. Raymond Yézéguelian.